

8 septembre  
2023

# Gabon : anatomie d'un coup d'État

François GAULME

*François Gaulme est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0749-1

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri, 2023.

Image : ©Hyotographics/  
Shutterstock

## Comment citer cette publication :

François Gaulme,  
« Gabon : anatomie  
d'un coup d'État »,  
*Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri,  
septembre 2023.

Ifri

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél.: (0)1 40 61 60 00  
E-mail: [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

Moins de deux jours après qu'Emmanuel Macron eut dénoncé « une épidémie de putschs dans tout le Sahel » lors de la réunion annuelle des ambassadeurs de France à Paris, un nouveau coup d'État militaire, le troisième et le seul entièrement réussi de l'histoire du Gabon, mettait fin le 30 août au règne dynastique des Bongo, long de plus d'un demi-siècle.

## Du Niger au Gabon

La seule analogie avec le renversement du président Mohamed Bazoum au Niger le 26 juillet précédent était, comme dans la Rome antique, le caractère prétorien des deux mouvements, portant au pouvoir les dirigeants de troupes ayant pour vocation particulière de garantir la sécurité de ceux qu'ils arrêtaient.

On ne pouvait pour autant évoquer un quelconque « effet dominos » dans deux pays n'ayant en commun que leur bref passé de colonie française. Le Niger et le Gabon ne sont rapprochés ni par la géographie (3 000 kilomètres entre les deux capitales), ni par la société traditionnelle et la culture, ni par le mode de gouvernement ou encore la démographie.

Le contexte et la justification formelle du renversement du pouvoir civil sont très sensiblement différents dans chacun de ces pays.

Au Niger, les militaires mettaient en avant, d'une manière encore vague, « la détérioration de la situation sécuritaire et la mauvaise gouvernance » de l'État, dans une situation régionale restant dominée par la lutte contre le djihadisme et les rébellions sahariennes et sans aucun enjeu électoral interne.

Au Gabon, les putschistes personnalisait beaucoup plus, en revanche, « une gouvernance irresponsable, imprévisible », traduite selon eux par « une dégradation continue de la cohésion sociale risquant de conduire le pays au chaos ». Ils prononçaient l'annulation des élections générales du 26 août 2023 dont ils qualifiaient les résultats de « tronqués », en même temps qu'ils procédaient à la « dissolution des institutions » et à la « mise à la retraite » d'un président Ali Bongo physiquement diminué depuis 2018. Son épouse Sylvia et son fils Noureddin étaient les principaux perdants de cette épreuve de force, tandis qu'au Niger la relation avec la France devenait le principal enjeu politique à la suite du coup d'État.

## Élections et coups d'État

Dans le cas du Gabon, l'on ne saurait trop insister sur l'importance du contexte électoral. Le premier coup d'État, celui du 17 février 1964, mené par des lieutenants de la toute jeune armée gabonaise et des gendarmes contre le président Léon Mba (accusé alors de développer un « régime policier ») se situait lui aussi dans un climat électoral tendu, moins d'une semaine avant des législatives aux règles contestées. Comme en 2023, ses auteurs affirmaient déjà devoir dissoudre le gouvernement et arrêter le président pour « rétablir les libertés publiques » et « éviter qu'éclatent dans un avenir plus ou moins lointain des manifestations incontrôlables ». Le coup d'État fut brièvement un succès (avec la constitution d'un nouveau gouvernement civil), avant d'être écrasé militairement deux jours plus tard par l'armée française.

Face à celle-ci, les Forces terrestres gabonaises n'avaient alors que quelques centaines d'hommes, sous un chef d'état-major qui était encore français. Aujourd'hui, la Garde républicaine, qui n'est plus depuis longtemps contrôlée par la France, à l'origine de sa création, en aurait à elle seule 2 500. Bien équipée, c'est une armée dans l'armée qui reste de dimensions modestes pour l'Afrique (6 000

soldats contre plus de 30 000 au Niger par exemple) mais assure principalement l'ordre intérieur. Elle était considérée, à tort rétrospectivement, comme le pilier du régime, ayant réprimé des émeutes lors des deux élections successives et contestées d'Ali Bongo en 2009 et en 2016. Elle n'a plus voulu jouer ce rôle en 2023, juste après l'annonce d'une nouvelle victoire du président sortant avec 64 % des voix contre 30 % à son principal opposant, ce qui aurait constitué, dit-on, une inversion des résultats effectifs, manipulation attribuée par l'opinion à Mme Bongo.

La tentative de coup d'État de janvier 2019 à Libreville, bien différente et très vite avortée, ne se plaçait pas dans un contexte d'élections et tenait à la détérioration de la santé du président gabonais, victime d'un AVC en octobre 2018. Mais le 30 août dernier, c'est bien à nouveau un enjeu électoral qui a entraîné un coup de force militaire prenant tous par surprise. Ce positionnement très particulier par rapport aux élections est typique du Gabon et permet de comprendre pleinement la dénomination choisie par les officiers putschistes pour désigner leur groupe : Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Par contraste, au Niger l'organe équivalent, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), renvoie surtout à la situation sécuritaire plus qu'institutionnelle, dans un contexte de confrontation armée qui n'existe pas au Gabon.

## La question de la légitimité

Jusqu'à son renversement en catimini, Ali Bongo et son régime représentaient l'exemple sans doute le plus achevé d'un modèle « néo-patriarcal » en Afrique subsaharienne. Dans un système de démocratie représentative, il avait donné à son pouvoir une dimension dynastique, prenant modèle sur des familles royales dont il ne possédait pourtant pas la légitimité spécifique. Fils choyé, il avait dès sa jeunesse prôné une modernisation élitiste, bien loin du style politique foncièrement populiste de son père. Cette inversion d'attitude, tout autant que les rivalités et inimitiés personnelles, explique la persistance de clans et de visions très opposées au palais présidentiel. C'est en fin de compte la « vieille garde », fidèle à la mémoire d'Omar Bongo et plus soucieuse d'unité nationale et de

légitimité « républicaine » que de projection mondialiste, qui l'a emporté sur lui et son entourage le 30 août, à la grande satisfaction d'une population pour laquelle l'adhésion au Commonwealth en 2022 ne voulait rien dire et qui souffrait durablement du caractère oppressif du pouvoir, sous des apparences bénignes.